



## PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

PREFECTURE  
DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES  
BUREAU DES PROCÉDURES D'UTILITÉ PUBLIQUE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Section des INSTALLATIONS CLASSEES  
DPI – BPUPE – SIC – LL – n° 2015 - 289

### INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

-----  
Commune de BALINGHEM

-----  
Société CACHE

### ARRETE DE MISE EN DEMEURE

La Préfète du Pas de Calais,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l' Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 janvier 2015 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO en qualité de préfète du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de M. Marc DEL GRANDE, administrateur civil hors classe, sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2000 ayant autorisé la Société CACHE, dont le siège social est situé Chemin Départemental 231 – 62610 BALINGHEM, à exploiter une extension de son imprimerie sise à la même adresse ;

VU l'arrêté préfectoral 2015-10-135 du 24 juillet 2015 portant délégation de signature ;

VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Inspecteur de l'Environnement en date du 3 août 2015 ;

VU la lettre de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 3 août 2015 informant la société CACHE de la proposition de mise en demeure ;

**CONSIDERANT** que lors de la visite du 24 juillet 2015, l'Inspecteur de l'Environnement a constaté le non respect des articles 3.2.2 (Relevé des prélèvements d'eau), 4.2 (Plan des réseaux), 12.6 (Mesures périodiques), 15.4 (Protection contre la foudre), 17.3 et 17.6 (Atelier d'imprimerie) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 octobre 2000 susvisé ;

**CONSIDERANT** que face à ce manquement, il convient de mettre en demeure la société CACHE à BALINGHEM de respecter les dispositions des articles précités de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 octobre 2000 susvisé ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>: OBJET**

La Société CACHE, dont le siège social est situé Chemin Départemental 231 – 62610 BALINGHEM, est mise en demeure pour ses activités sises à la même adresse, de respecter les dispositions des articles ci-dessous, 3.2.2, 4.2, 12.6, 15.4, 17.3 et 17.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 octobre 2000 susvisé, à compter de la notification du présent arrêté, dans le délai de 3 mois.

- **Article 3.2.2: RELEVÉ DES PRELEVEMENTS D'EAU**

" Le relevé des volumes prélevés doit être effectué mensuellement. Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection de l'Environnement."

- **article 4.2: PLAN DES RESEAUX**

"4.2. - Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection de l'Environnement ainsi que des Services d'Incendie et de Secours."

- **article 12.6: MESURES PERIODIQUES**

"12.6. - Mesures périodiques

L'exploitant fait réaliser, au moins tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifiés choisis après accord de l'Inspection de l'Environnement. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

Préalablement à cette mesure, l'exploitant soumet pour accord à l'Inspection de l'Environnement le programme de celle-ci, incluant notamment toutes précisions sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores. Ces emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'urgence dans les zones où elle est réglementée. Les résultats et l'interprétation des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois suivant leur réalisation."

- **article 15.4: PROTECTION CONTRE LA FOUDRE**

"15.4. - Protection contre la foudre (A.M. du 28.01.1993)

**15.4.1.** - Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

**15.4.2.** - Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 de février 1987 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté Européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géographiquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive.

Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres. Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes caprices n'est pas obligatoire.

**15.4.3.** - L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article **15.4.1.** ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article **5.1.** de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas, la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'Inspection de l'Environnement.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

**15.4.4.** - Les pièces justificatives du respect des articles **15.4.1**, **15.4.2** et **15.4.3** ci-dessus sont tenues à la disposition de l'Inspection de l'Environnement."

- **article 17.3: ATELIER D'IMPRIMERIE**

"17.3. - Les locaux comprenant des stockages d'encre combustibles et de solvants inflammables sont situés à une distance suffisante des installations d'utilisation pour qu'il ne puisse y avoir propagation d'un incendie ; ils sont convenablement aérés. Le sol de ces locaux est aménagé en capacité de rétention pouvant retenir la totalité des fluides entreposés."

- **article 17.6: ATELIER D'IMPRIMERIE**

"17.6. - L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment à l'Inspection de l'Environnement des quantités d'encre et de solvants reçus dans son établissement, et des quantités stockées. L'exploitant doit pouvoir établir un bilan matière précis en solvant prenant en compte les quantités et teneurs en solvants de tous les produits consommés y compris les solvants utilisés par exemple comme agents de dilution ou de nettoyage, les quantités de solvants récupérées et celles éventuellement vendues, les quantités de solvants sous forme de déchets ou de produits de récupération destinés à l'élimination.

**L'ensemble de ces documents est conservé à disposition de l'Inspection de l'Environnement .»**

## **ARTICLE 2 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article **1er** ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article **L.171-7** du Code de l'Environnement, les sanctions prévues par les dispositions du **II** de l'article **L.171-8** dudit Code; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

## **ARTICLE 3 : DELAI ET VOIE DE RECOURS**

En application de l'article **R.514-3-1** du Code de l'Environnement :

- le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Lille,
- le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de un an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

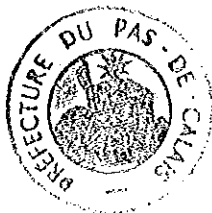
#### **ARTICLE 4 : AFFICHAGE**

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de BALINGHEM et peut y être consultée.

Cet arrêté sera affiché en Mairie de BALINGHEM. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

#### **ARTICLE 5: EXECUTION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous Préfet de SAINT OMER et l'Inspecteur de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société CACHE dont une copie sera transmise au Maire de BALINGHEM.



ARRAS, le 16 NOV. 2015

Pour la Préfète,  
Le Secrétaire Général,

Marc DEL GRANDE

#### **Copies destinées à :**

- Société CACHE - Chemin Départemental 231 – 62610 BALINGHEM
- Sous Préfecture de SAINT OMER
- Mairie de BALINGHEM
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Services Risques)
- Dossier – Chrono